**Les stratégies de la filière aluminium pour continuer à produire en France**

Exigences réglementaires des clients accrues sur les émissions carbone, prix de l’énergie en hausse, regain de protectionnisme aux Etats-Unis, incertitudes liées au Brexit … La filière aluminium, réunie sous l’égide d’Aluminium France le 5 juillet à Paris, s’inquiète de sa compétitivité. De Trimet à Alteo, cinq entreprises ont dévoilé leurs inquiétudes et leurs stratégies pour continuer à fabriquer en France.

*"L’industrie de l’aluminium est très française. Même son procédé de production a été inventé et industrialisé ici. Mais en cette période incertaine, comment continuer à produire en France ?"*, s’inquiétait Jean-François Faure, président d’Aluminium France, le 5 juillet au siège du Medef à Paris en introduction des rencontres Aluminnov.

Les coûts de l’énergie au centre des inquiétudes

Pour Trimet, au contraire, la France est une terre de diversification bienvenue. *"Tout le monde nous a posé la question du pourquoi, lorsque nous avons choisi d’étendre nos activités de production – très allemandes – en France. L’accueil qui nous a alors été fait par Arnaud Montebourg, et depuis celui d’Emmanuel Macron, le partenariat avec EDF, tout cela était bienvenu pour nous alors qu’en Allemagne, l’objectif de sortie du nucléaire - qui n’est pas accompagné de toutes les solutions nécessaires - nous donne des migraines"*, explique Philipp Schlüter, son PDG. Depuis son rachat de l’aluminerie de Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie) fin 2013, le groupe a redémarré une ligne de production arrêtée depuis 2008 et fait passer les effectifs de moins de 420 à plus de 540 salariés. Trimet souligne, en revanche, la gageure que représentent les prix de marché européens de l’électricité, beaucoup plus élevés.